

POURQUOI VOTER LE 25 MAI ?

ATTENTION ! Nous avons fait une campagne « à l'économie », donc vous ne recevrez pas de profession de foi, et les bulletins de vote du NPA seront présents seulement dans les bureaux de vote !

Une véritable Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive du monde du travail, qui commence par annuler toutes les lois et mesures de régression sociale qu'ont imposées, partout en Europe, les patronats et leurs gouvernements.

Une Europe de l'emploi

Les travailleurs n'ont aucune responsabilité dans la gestion et dans la faillite du système capitaliste. Ils n'ont donc pas à en payer les conséquences, en perdant leur emploi ou en perdant du salaire en cas de chômage partiel. Les politiques de l'Union européenne encouragent la précarité (temps partiels imposés, intérim, revenus et retraites amputés, recul de l'âge de la retraite, etc.). L'Europe que nous voulons exige des critères opposés à ceux du marché.

Elle unifiera par le haut les droits sociaux, les conditions de travail, les retraites et la législation sociale, pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses des pays européens. Nous revendiquons une diminution du temps de travail, vers les 30 heures pour tous et toutes, sans flexibilité ni annualisation, et avec création de postes sous contrôle des salariéEs. Tous les contrats précaires doivent être convertis en emplois statutaires ou en CDI. Nous sommes pour une loi d'interdiction des licenciements, et pour le contrôle des salaires et salariées sur les conditions d'emploi et d'embauche.

Une autre répartition des richesses en Europe

L'urgence, c'est l'augmentation de tous les salaires, retraites et minima sociaux, de 300 euros net par mois. C'est aussi un plan de rattrapage des salaires des femmes. C'est possible en prenant les dix points du PIB qui sont passés de la poche des travailleurs à celle des capitalistes ces 25 dernières années : en France, cela représente plus de 170 milliards d'euros par an. Contre la mise en concurrence des salariéEs, il faut rendre obligatoire un salaire minimum dans chaque pays européen, qui serait l'équivalent, en termes de pouvoir d'achat, des 1 700 euros net que nous revendiquons en France. Face à la crise, il ne faut pas moins, mais beaucoup plus de protection sociale ! L'Europe que nous voulons garantirait des normes élevées de protection sociale et de services publics, fondées sur la socialisation des richesses produites (salaires sociaux ou collectifs) et une nouvelle répartition entre les salaires et les profits, au détriment de ces derniers. Pour réaliser tout cela, il faut prendre sur les profits. Il faut que les salariéEs et la population contrôlent les comptes des entreprises et les mouvements de capitaux, imposent la fermeture des paradis fiscaux et la taxation des profits.

L'urgence économique exige que les populations contrôlent également les banques centrales, en particulier la Banque centrale européenne. L'urgence économique exige l'expropriation des banques et la mise en place d'un service public bancaire unique, capable d'orienter le crédit en fonction de la satisfaction des besoins sociaux.

Une Europe des services publics

Se loger, se chauffer, se nourrir, étudier, se soigner, se divertir, se déplacer : autant de droits élémentaires que les services publics doivent garantir à toutes et à tous. Aujourd'hui, l'Union européenne et les gouvernements continuent la casse et la privatisation des services publics. Ce sont des marchés très lucratifs pour les entreprises privées, qui n'hésitent pas à les démanteler, avec de lourdes répercussions sur nos vies quotidiennes. Le NPA revendique plus de services publics ; des embauches et des moyens massifs ; l'arrêt des privatisations de la santé et de l'éducation ; le développement des services de la petite enfance et des personnes âgées, des transports et de la culture ; la création d'un pôle public bancaire ; la nationalisation des énergies. Les élections européennes doivent être l'occasion de faire converger les mouvements de défense des services publics, en particulier celui de la santé ou de l'éducation, et d'organiser la solidarité entre usagers et travailleurs. Cela implique de s'en prendre aux profits. Une harmonisation des fiscalités fondée sur des impôts progressifs taxant fortement les plus-values et les riches, la suppression des taxes indirectes, celle des paradis fiscaux ainsi que du secret bancaire, permettraient à la fois de mettre un terme au dumping social et fiscal et d'enclencher une nouvelle logique.

Christian ZUERAS, candidat sur la liste du NPA conduite par Philippe POUTOU.

Le site du NPA <http://npa2009.org/> NPA65@orange.fr 06 33 21 80 63

